



14ème législature

| | | |
|--|---|--|
| Question N° : 28944 | De M. Jean-Louis Gagnaire (Socialiste, républicain et citoyen - Loire) | Question écrite |
| Ministère interrogé > Éducation nationale | | Ministère attributaire > Éducation nationale |
| Rubrique >enseignement maternel et primaire | Tête d'analyse >programmes | Analyse > enseignement musical. perspectives. |
| Question publiée au JO le : 11/06/2013 Réponse publiée au JO le : 30/07/2013 page : 8195 | | |

Texte de la question

M. Jean-Louis Gagnaire attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la question de l'avenir des centres de formation de musiciens intervenant à l'école (CFMI). En effet, depuis plus de trente ans, les neuf CFMI français forment des artistes, musiciens professionnels, appelés « dumistes », pour intervenir dans les écoles primaires afin de permettre aux enfants de pratiquer la musique. Ce sont majoritairement des agents des collectivités locales employés en tant qu'assistants principaux d'enseignement artistiques qui interviennent ainsi dans une démarche de projet avec les professeurs des écoles. Il est aussi reconnu que la pratique musicale et plus largement artistique a des conséquences directes sur l'acquisition des fondamentaux de l'école. Les « dumistes » sont donc des acteurs professionnels incontournables pour relever le défi de la lutte contre l'échec scolaire, déclaré priorité nationale par le Gouvernement. Par ailleurs enfin, le projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, adoptée récemment en première lecture à l'Assemblée nationale, réaffirme l'importance de l'enseignement de l'éducation artistique et culturelle. Pourtant, malgré le bilan positif de l'action des quelque 5 000 « dumistes », les CFMI sont en difficulté. Ils arrivent difficilement aujourd'hui à maintenir le cap des objectifs ambitieux de formation artistique que les trois ministères de l'éducation nationale, de la culture et de l'enseignement supérieur leur ont fixé dans les années 1980, notamment du fait de l'absence de concertation régulière entre les services centraux des trois ministères. Il lui demande donc quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour réactiver la coopération interministérielle indispensable au développement de l'éducation artistique et culturelle. Il lui demande, par ailleurs, comment le Gouvernement compte préserver et renforcer les lieux de formation tels que les DCFMI pour atteindre l'objectif fixé par le projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, de renforcer la place de l'éducation artistique et musicale dans les écoles.

Texte de la réponse

Les ministres chargés de l'éducation nationale et de la culture ont signé un protocole d'accord le 29 avril 1983, afin de développer une collaboration entre le service public de l'éducation et le secteur culturel. Ce texte prévoyait notamment de favoriser la collaboration des enseignants et d'intervenants culturels susceptibles d'être associés aux équipes pédagogiques. En application de ces accords, des centres de formation de musiciens intervenant (CFMI) à l'école élémentaire et préélémentaire ont été créés. Au nombre de neuf, ils fonctionnent dans le cadre de neuf universités françaises et sont habilités à délivrer le diplôme universitaire de musiciens intervenants (DUMI). L'objectif de ces centres est de donner à des musiciens ayant une qualification professionnelle une formation spécifique, à la fois musicale, pédagogique et générale, leur permettant de travailler, dans le cadre de l'école élémentaire et préélémentaire, en collaboration avec les professeurs des écoles. Les « dumistes » sont « titulaires

d'un diplôme préparant directement à l'intervention en milieu scolaire dans les disciplines artistiques » et à ce titre ils « peuvent apporter leur collaboration aux enseignements et activités artistiques » ainsi que le précise l'article 4 du décret n° 88-709 du 6 mai 1988 pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 (devenu article L. 911-6 du code de l'éducation) relative aux enseignements artistiques et définissant les conditions dans lesquelles certaines personnes peuvent apporter leur concours aux enseignements artistiques du premier et du second degrés. Leurs interventions ont majoritairement lieu durant le temps scolaire et sont destinées à soutenir le travail des maîtres dans la mise en oeuvre de l'éducation musicale telle qu'elle figure dans les programmes. On note également le rôle joué par les « dumistes » dans des activités plus expérimentales comme la mise en place de l'opération « Orchestre à l'école ». Leur formation comporte également une dimension médiation culturelle qui accompagne, dans les grandes zones urbaines, les partenariats mis en place par diverses institutions. Au fil des années, il est apparu que les titulaires de ce diplôme exerçaient non seulement dans les écoles maternelles et élémentaires, mais également dans des écoles de musique ou des associations culturelles (chorales, orchestres d'harmonie, groupes de musiques vivantes, etc.). Leurs compétences sont également reconnues par des établissements spécialisés tels que les crèches, hôpitaux, maisons de retraite, centres pénitentiaires, ou par des centres sociaux-culturels ou des maisons de quartier. L'éducation musicale s'inscrit pleinement dans le parcours d'éducation artistique et culturelle instauré par la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République. Dans ce cadre, la possibilité pour l'école de recourir, avec le concours des collectivités territoriales, à des intervenants pleinement qualifiés est une richesse qu'il convient de ne pas négliger, aussi bien dans la poursuite du travail mené dans le temps scolaire que dans le développement progressif des activités pédagogiques complémentaires et périscolaires. On note, par exemple, que les « dumistes » trouveront toute leur place dans des activités rapprochant les conservatoires ou les écoles de musique de l'école primaire, activités qui pourront s'inscrire dans les projets éducatifs territoriaux favorisant l'acquisition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture. Les inquiétudes sur l'avenir des CFMI dont se font l'écho de nombreux parlementaires découlent essentiellement du manque d'assurance de certains centres quant à leur pérennité au sein des universités qui les hébergent. À l'issue du vote de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, cette question pourrait faire l'objet d'une réflexion commune des ministères chargés de l'enseignement supérieur, de l'éducation nationale et de la culture afin de conforter leur rôle dans la formation d'intervenants qui ont toute leur place dans la mise en oeuvre des parcours d'éducation artistique et culturelle des élèves.